

LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES DU BRAS DE FER OTAN-RUSSIE



JACQUES LE DAUPHIN *

Le bras de fer engagé par les États-Unis, via l'Otan, avec la Russie, comme celui américano-chinois, appelle attention et analyses, car il reflète les enjeux géopolitiques traversant le monde d'aujourd'hui. Cet article étant destiné à s'inscrire dans un dossier spécifique, il portera essentiellement l'accent sur le bras de fer américano-russe, sans occulter celui américano-chinois, tant les interférences tendent à se manifester de plus en plus.

Depuis la chute de l'URSS en 1991, les États-Unis ont développé une « stratégie d'influence », visant à préserver voire à étendre la position dominante américaine sur l'ensemble de la planète. Le président américain George Bush père a explicité cette démarche dans son discours sur l'état de l'Union en février 1992 en ces termes : « Grâce à Dieu nous avons gagné la guerre froide, et le monde jusqu'ici divisé en deux parties ennemies est aujourd'hui uni pour considérer que la suprématie du monde appartient à un seul pays : les États-Unis ». Ainsi appartiendrait aux États-Unis de déterminer la marche du monde, une sorte de retour à la « destinée manifeste ». La même année, le Pentagone publiait un texte stratégique : « il s'agit désormais pour Washington d'empêcher toute puissance hostile de dominer les régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de

* DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE SUR LA PAIX.

grande puissance ». Le terrain de chasse est vaste, toutefois les puissances en question sont ciblées.

L'Eurasie en ligne de mire

Déjà en 1997 le politologue américain Zbigniew Brzezinski, soucieux d'apporter une contribution à cette stratégie globale, soulignait, dans un ouvrage célèbre *Le Grand Échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, la problématique. Il écrivait : « Pour l'Amérique l'enjeu principal est l'Eurasie ». L'enjeu est d'importance lorsque l'on sait que 75 % des habitants de la planète vivent sur ce continent, qui contient les principales richesses mondiales. Or pour y implanter leur hégémonie, les États-Unis doivent mesurer qu'ils ne s'y trouvent pas nécessairement en position de force, car il existe des puissances régionales implantées et déterminées elles aussi à assurer leur propre hégémonie. Elles sont engagées depuis plusieurs années dans la construction ou la réhabilitation de leur statut de puissance. Ce sont en particulier la Russie et la Chine, disposant de moyens, économiques, politiques et militaires conséquents. Par ailleurs elles sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu et disposent de l'arme nucléaire. Pour les États-Unis, l'équation posée est de parvenir à placer des pièces maîtresses sur l'échiquier eurasiatique, tout en affaiblissant leurs concurrents principaux.

36

Sur le continent européen

Pour le secteur européen où les États-Unis disposent historiquement d'une certaine implantation, le concurrent potentiel est la Russie dont il conviendrait d'annihiler la puissance. Sous quelle forme ? Dans son ouvrage, Brzezinski préconisait l'intégration de la Russie au système occidental, en caressant le rêve de voir l'État russe se disloquer en multiples « principautés » qui n'auraient plus aucune identité, plus encore de spécificités, plus encore de souveraineté. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et ce rêve est loin de se réaliser, et d'autres dispositions furent mises en œuvre. Déjà les États-Unis donnaient le « la », en adoptant l'initiative de réassurance européenne (ERI) qui s'appuie sur trois piliers : l'augmentation de la présence militaire américaine en Europe, une participation américaine accrue aux exercices multilatéraux, la mise en œuvre d'une assistance militaire aux pays menacés par la Russie (Géorgie, Ukraine, Moldavie). Dans le même esprit,

profitant d'un certain affaiblissement russe dû aux conséquences de la disparition de l'URSS, les États-Unis vont œuvrer à déstabiliser la Russie, la couper de toute influence sur le continent européen. C'est l'Otan, sur laquelle les États-Unis exercent un leadership incontesté qui sera chargée de la mission, sa nouvelle configuration lui permettant d'assumer cette tâche. Durant la guerre froide, elle était limitée à une mission de défense collective vis-à-vis de l'URSS. La disparition de l'URSS a engendré une profonde réorganisation stratégique et doctrinale de l'Organisation. L'Otan est graduellement passée d'une posture défensive à une orientation offensive voire expéditionnaire, avec un élargissement géographique important de ses missions. Un nouveau concept stratégique a défini les bases de cette réorientation. Au regard de la Russie, elle s'est appuyée sur la doctrine de « l'élargissement ». Ainsi pour mener son offensive l'Otan a décidé d'élargir sa composition à de nouveaux pays, en particulier ceux de l'espace d'influence de l'ex-URSS, devenus indépendants. Ce sont présentement 14 pays qui ont été intégrés à l'Alliance atlantique, jusqu'aux frontières de la Russie.

À noter que cet élargissement ne fut pas seulement géographique, même s'il s'applique à des territoires, mais aussi économique, politique, militaire.

L'Union européenne, de par sa composition, fut elle aussi entraînée dans l'aventure, s'élargissant dans les mêmes proportions. Concernant ce lien étroit avec l'Otan, lors du Sommet de Varsovie, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, le président du Conseil européen, Donald Tusk, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ont déclaré : « le moment est venu de conférer au partenariat stratégique Otan-Union européenne, un nouvel élan et une nouvelle teneur ».

Où en est-on aujourd'hui ? La volonté de l'Otan, comme celle de l'Union européenne, de poursuivre cet élargissement est évidente. Le projet affirmé est d'intégrer prioritairement l'Ukraine qui occupe une position géographique particulière, bordant la mer Noire, avec ses frontières avec la Russie. Elle représente une pièce stratégique importante sur l'échiquier eurasiatique. Mais la Russie, « résurgente politiquement », soucieuse de bloquer cette nouvelle offensive d'encercllement et de renouer avec une présence active sur la scène mondiale qu'elle avait momentanément désertée et de maintenir son influence en Europe, s'y oppose. Elle a tracé une ligne rouge à ne pas franchir. D'autant que l'Ukraine est stratégiquement

importante pour la Russie. Les États-Unis quant à eux souhaitent vivement pour les mêmes raisons stratégiques voir l'Ukraine entrer dans le giron de l'Union européenne et de l'Otan. Ce souhait est même devenu une priorité de la diplomatie américaine.

Tous les moyens seront mis en œuvre pour tenter de faire céder la Russie. On l'accusa de faire obstacle à la volonté du nouveau gouvernement de Kiev d'intégrer l'Union européenne et l'Otan, d'avoir, au mépris du droit international, annexé la Crimée, de soutenir les « rebelles » des régions de Donetsk et de Louhansk, avec la volonté de déstabiliser l'Ukraine, pour l'annexer. Autant de griefs formulés à l'égard de la Russie qui justifie, selon l'Otan et l'Union européenne, des sanctions. Ces sanctions ont sans doute un impact, mais elles conduisent aussi à des contre-sanctions préjudiciables à l'Union européenne. Lors du sommet de l'Otan à Varsovie un débat a eu lieu sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la Russie, certains États penchaient pour l'ouverture d'un dialogue. En effet, de nombreuses entreprises ouest-européennes ont perdu, à cause des sanctions décidées à Bruxelles, les opportunités qu'elles espéraient en Russie. L'affaire du *Mistral* pour la France est emblématique de cette situation, comme la construction des chemins de fer russes qui devait profiter à l'Allemand Siemens et qui se fera désormais au profit de la China Railway Company, qui permet de lancer le gigantesque projet de train à grande vitesse devant relier la Chine et l'Asie centrale à l'Europe occidentale, en passant par la Russie et en contournant l'Ukraine. Ainsi l'ouverture d'un dialogue leur apparaissait opportune. Mais, d'autres pays formant une majorité optaient pour la fermeté ; certains même comme la Pologne n'hésitant pas à déclarer « l'Otan se doit de montrer les dents ». En définitive c'est la majorité qui l'emporta.

38

Décisions militaires prises par l'Otan

À ce sujet on ne peut que s'inquiéter des décisions prises par le sommet de l'Otan à Varsovie en juillet 2016. Le communiqué adopté par les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'Otan lors du sommet indique : « les activités récentes de la Russie ont diminué la stabilité et la sécurité, accru l'imprévisibilité et modifié l'environnement de la sécurité ». Un constat pour le moins tendancieux. C'est toutefois sur une telle analyse que le sommet de Varsovie a pris des dispositions militaires sans précédent depuis la

fin de la guerre froide. Ce sont quatre bataillons multinationaux déployés, soit 40 000 hommes, dans les États baltes et en Pologne. Une décision d'autant plus remarquable qu'il s'agit de la première garnison semi-permanente des forces de l'Otan sur le territoire de l'ex-URSS. Ces bataillons seront appuyés par une force de réaction rapide portée de 13 000 à 40 000 hommes, et la création d'une force encore plus rapide, plus opérationnelle (« force fer de lance »), comptant 5 000 hommes, capable d'arriver sur place en quelques jours, dotés d'un appui aérien et naval. C'est aussi le bouclier antimissiles qui devient opérationnel, avec des installations basées, en Turquie, en Roumanie, en Espagne. Son quartier général sera situé à la base de Ramstein, en Allemagne. L'Otan prévoit aussi de renforcer ses forces en mer Noire, en s'appuyant sur des implantations existantes en Bulgarie et en Roumanie, avec si possible, est-il indiqué, une contribution de l'Ukraine. Il a été décidé également d'accorder une attention particulière à des régions stratégiquement importantes, comme le Caucase et l'Asie centrale. De son côté, la revue de l'Otan informait d'une décision complémentaire accroître le nombre d'avions à capacité nucléaire.

39

Quelques jours après le sommet, le Royaume-Uni annonçait le développement de son programme de missiles nucléaires « Trident », ainsi qu'un plan financier de 41 milliards de livres sterling destiné à la modernisation de sa flotte nationale de sous-marins lanceurs d'engins nucléaires. Les États-Unis, quant à eux, outre leur contribution aux mesures décidées par le sommet de Varsovie, se proposent de déployer en 2017, avec une enveloppe de 3,4 milliards de dollars, une brigade blindée de 4 200 hommes, dont le quartier général sera situé en Pologne, ainsi que le positionnement d'équipements pour une brigade blindée supplémentaire. Le ministre américain de la Défense, Ashton Carter, propose aussi le développement d'armes conventionnelles de haute technologie et souhaite investir dans la modernisation des armes nucléaires. Il justifie ces mesures par « un retour de rivalités entre grandes puissances ». « La Russie et la Chine sont aujourd'hui des ennemis d'envergure » indique-t-il.

Ces dispositions incitent à mettre un bémol à une idée répandue que les États-Unis opéreraient un pivot stratégique exclusif vers l'Asie. Si les Américains portent de plus en plus leur regard vers l'Asie, cela ne signifie nullement l'abandon de l'intérêt porté à l'Europe et en particulier à la Russie qui, selon un rapport de l'INSS, fait des pas

de géant dans le développement de ses capacités à utiliser sa force militaire de manière affirmée. La présence et les interventions du président Obama lors du sommet de Varsovie en témoignent.

Vers la Chine

Il est vrai néanmoins que les stratèges américains accordent une attention soutenue à l'Asie où la montée en puissance de la Chine représente une menace à la volonté hégémonique américaine. La tournée en Asie du président Obama en septembre 2016 en est le reflet. Dans chacun des pays visités, le président américain a pu constater, y compris chez les plus proches alliés, l'omniprésence de Pékin. C'est pourquoi il a tenu, au terme de sa onzième visite dans la zone Asie, à ce que sa présence dans les pays visités ait pour but de renforcer les alliances avec des partenaires stratégiques vis-à-vis de la Chine. Dans le même temps, les États-Unis intensifient une politique militaire destinée à contrer la Chine dans ses ambitions. Les stratèges américains déclarent qu'il est impératif de maintenir une prédominance navale américaine d'importance dans la région indo-pacifique, en maintenant leur « droit » de positionner une puissance de feu navale importante dans les eaux sensibles bordant la Chine. Le plan du Pentagone pour un éventuel conflit armé avec la Chine, nommé « bataille de l'air et de la mer », repose sur la capacité à monter une attaque massive, aérienne et par missiles, visant entre autres les forces navales et les infrastructures.

40

L'ensemble de ces mesures sont-elles susceptibles de dissuader des concurrents comme la Russie et la Chine qui souhaitent eux aussi faire prévaloir leur propre volonté hégémonique en Eurasie ? Bien au contraire elles ne peuvent que les inciter à prendre des mesures identiques pour faire face.

Les dispositions militaires russes

Pour ce qui concerne la Russie, ses premières réactions au sommet de l'Otan ne se sont pas fait attendre. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a déclaré : « lorsqu'une organisation qui fait de vous un ennemi s'approche, il faut réagir ». Mais les mesures décidées ne furent pas seulement réactives au sommet, elles s'inscrivirent dans des dispositions visant à affirmer les orientations stratégiques de la Russie. Ainsi la Russie a déployé hommes et matériels, y compris des systèmes de défense anti-aériens et des

missiles à Kaliningrad, l'enclave russe aux confins de la Pologne et de la Lituanie. Elle a engagé aussi le développement de bombardiers SU-24 dotés d'un système de brouillage de radars. Pour le bouclier antimissiles qui remet en cause le traité ABM et par là même la stabilité stratégique, la Russie promet des réponses asymétriques. L'armée russe envisage d'accroître ses investissements dans les armes de précision et les équipements de déni d'accès, tels ses missiles S400. Donc, développement de capacités duales, conventionnelles et nucléaires. Il doit aussi être souligné que si tout se passe comme prévu, l'armée russe en 2020 comprendra un million d'hommes en activité encadrés par 2 300 nouveaux chars, 1 200 nouveaux hélicoptères et avions, 60 vaisseaux de surface, 28 nouveaux sous-marins, une centaine de satellites de communication. Il convient de rappeler que dans sa doctrine militaire, la Russie a introduit le concept de « désescalade », à savoir l'idée que si la Russie est confrontée à une attaque conventionnelle à grande échelle, elle pourrait répondre par une frappe nucléaire limitée. Le fait d'avoir repris pied en Crimée lui a ouvert la possibilité de contrôler toute la rive nord de la mer Noire face aux autres riverains membres de l'Otan. Ce sont trente nouveaux navires qu'il est prévu d'envoyer en renfort sur ce théâtre avant 2020. La nouvelle 4^e division sous-marine ne représente qu'une part du programme de rééquipement de la flotte de la mer Noire. L'affectation de six frégates modernes de types 1135.6 est également annoncée, ainsi que le développement des capacités du port militaire de Novorossisk, ainsi que le renforcement et la modernisation de l'aviation d'assaut basée en Crimée. De manière générale, le président russe Poutine a indiqué que la Russie disposait d'une force militaire sûre, et quelle était une priorité de sa politique. Ainsi la Russie se dote de moyens d'affirmer une ambition géopolitique. Son positionnement stratégique en Syrie en est un exemple.

41

Dispositions militaires de la Chine

La volonté de Pékin est de faire reculer le dispositif mis en place par Washington en Asie pour y instaurer progressivement des zones d'influence chinoises.

Ainsi la Chine avance ses pions en mer de Chine méridionale, sur laquelle elle entend affirmer sa souveraineté et contenir les États-Unis. Elle développe des missiles intermédiaires DF-21 D

efficaces, capables de couler un porte-avions. Certains organismes spécialisés estiment que la Chine dispose de 600 têtes nucléaires, dont 80 à 100 déployées sur des missiles balistiques basés à terre.

Ainsi la Russie et la Chine se donnent les moyens de ne pas être impressionnées par les dispositions militaires américaines. Cette offensive tous azimuts des États-Unis pour asseoir leur hégémonie conduit aussi à des rapprochements entre opposants, voire à des partenariats.

Quels partenariats stratégiques Chine-Russie ?

Menacées par la stratégie d'influence des États-Unis, la Russie et la Chine sont déterminées à rassembler leurs efforts pour lutter contre toute forme d'hégémonie américaine.

La Russie tourne de plus en plus ses regards vers l'Asie, dont elle est une composante. Avec les 3/4 de son territoire au-delà de l'Oural, elle recouvre toute l'Asie septentrionale. Elle cherche des appuis en Asie afin de peser sur le continent mais aussi en Europe. L'Union eurasiennne lancée officiellement en janvier 2015 (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, bientôt Kirghizistan), dans laquelle la Russie représente 80 % du PIB, 85 % de la population, et 85 % de la superficie de ce vaste ensemble, représente une tentative intéressante d'œuvrer en ce sens. Il existe aussi l'Organisation de coopération de Shanghai à laquelle participent la Chine et la Russie aux côtés de quatre anciennes Républiques soviétiques et de l'Inde et du Pakistan. Elle monte en puissance, en s'efforçant de promouvoir une plate-forme pour porter opposition à l'hégémonie américaine. Mais les intérêts spécifiques de chacun nuisent parfois à la coopération. Des exercices militaires communs sont aussi l'expression de l'opposition à la stratégie d'influence américaine. Ainsi déjà, pour la première fois de leur histoire, la Russie et la Chine ont mené conjointement un exercice militaire de grande ampleur. Les manœuvres ont rassemblé quelque 10 000 soldats, les matériels mis en œuvre, comme les bâtiments de la marine ou les avions de combat et de bombardement, étaient censés démontrer que les forces militaires russes et chinoises étaient capables de faire face aux ingérences militaires américaines.

On peut le constater, l'examen du bras de fer Otan-Russie, induit celui des multiples bras de fer qui ont lieu en Eurasie. En fait, la guerre froide n'a pas disparu, elle a simplement changé de

physionomie. La stratégie américaine de montrer ses muscles se heurte à celles de pays comme la Russie et la Chine. Le surarmement en résulte avec tous les dangers qu'il comporte. Dans cet esprit, *Le Monde diplomatique* de février 2016 titre : « Autant de scénarios pour un conflit majeur ». Des stratégies, américains, russes, chinois et autres n'excluent pas l'hypothèse d'une guerre ouverte. Cette perspective n'est pas inexorable, mais un autre ordre international est à construire dans l'exigence de la responsabilité collective, du multilatéralisme, du désarmement et de la sécurité humaine. Sa construction dépend pour une part essentielle de l'action résolue et permanente des forces de paix et de progrès.

Résumé :

Depuis la chute de l'URSS en 1991, les enjeux géopolitiques se sont exacerbés. Les États-Unis, en position dominante, tendent à développer, au plan international, une stratégie d'influence. Ils œuvrent à se donner les moyens d'exercer leur *leadership*. Mais ils se heurtent à deux puissances principales, la Russie et la Chine, qui constituent pour eux un obstacle à leur ambition. En effet, ces deux puissances n'entendent pas se trouver placées sous le joug américain, car elles ont des intérêts stratégiques propres à faire prévaloir. D'où confrontations. Pour ce qui concerne la Russie, c'est à l'Otan, sous contrôle américain, qu'est déléguée cette confrontation. Sa mission : prendre toutes dispositions pour affaiblir la Russie, refouler son influence en Europe jusqu'à ses frontières. Elle a amorcé la démarche, mais la Russie a décidé de porter un coup d'arrêt. Un bras de fer Otan-Russie est engagé.

